

LE POING



Numéro 12

Décembre 2024

SEULE LA CONTRAINTE LES OBLIGERA !

François Bayrou aura donc patienté 71 ans pour enfin atteindre un des sommets des institutions du pays, même si ce n'est pas celui que lui a ravi Macron en 2017.

En attendant de connaître les nouveaux ou nouvelles ministres de la fonction publique, des Finances et des Comptes Publics, les revendications des personnels de la DGFIP demeurent.

La question salariale reste le sujet majeur. Elle est talonnée par celle de l'arrêt des suppressions d'emplois et le comblement des postes vacants, des conditions d'exercice des missions et des conditions de travail.

Les futurs ministres de la fonction publique, des finances et des comptes publics trouveront sur leur bureau la longue liste des revendications des fonctionnaires, des agents de la DGFIP.

Les projets annoncés par les précédents gouvernements doivent être abandonnés. La réimplantation de tous les services publics nécessaires à la population doit être lancée. La réforme Borne des retraites doit être retirée et le retour à une retraite à 60 ans avec 37,5 annuités doit être immédiatement engagé.

La revalorisation immédiate du point d'indice à l'occasion du nouveau budget à hauteur d'au moins 10 % doit être votée.

Les plans de suppressions d'emplois annoncés dans le privé seront abandonnés et les

entreprises essentielles au pays seront réquisitionnées si nécessaire.

C'est dans ce sens-là, qu'un gouvernement répondant aux revendications exprimées par les travailleurs, les agents de la DGFIP, de la fonction publique et de l'immense majorité de la population, devrait aller.

Mais il n'en sera rien !

En 1912, au congrès de la CGT à Amiens une charte est votée après de vifs débats. Elle affirme entre autres, « l'indépendance de l'action syndicale à l'égard des partis, de l'état et du patronat ». Elle préconise comme moyen d'action la « grève générale ».

Le pouvoir actuel ne répondra favorablement aux revendications des salarié.es que par la contrainte issue de la grève. La grève générale bloquera l'économie et permettra d'obliger le patronat et l'Etat patron à négocier !

Les 600 milliards d'aides versées durant le Covid ont été accaparées par une poignée de nantis.

Ils doivent les rendre et la dette que Macron a aggravée n'existera plus ! La réponse à nos revendications ne souffrira plus aucune fausse entrave !

Alors, que la CGT et tous les syndicats de l'intersyndicale interprofessionnelle préparent la grève, qu'ils appellent à la grève générale pour les contraindre !

Dominique Lo Monaco

La CGT Finances Publiques de l'Isère exprime tout son soutien aux victimes, à leurs proches, à la population et aux agent.es des Finances Publiques de Mayotte durement touché.es par le terrible cyclone Chido.

ACTUALITÉ

La fonction publique en mal d'amour

DÉCRYPTAGE

Services publics vs fonctionnaires
Par Sophie Abondance

LOCAL

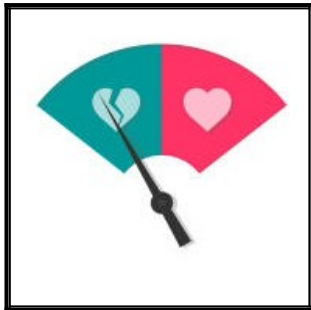
DT, IA et Contrôle Fiscal
Par Sébastien Rioux

La fonction publique en mal d'amour

Les ministres passent et la désaffection pour la fonction publique continue. Toutefois ce désamour n'est pas irrémédiable et des solutions existent.

C'est le constat dressé par France Stratégie – un organisme de réflexion rattaché à Matignon – dans un rapport intitulé «Travailler dans la fonction publique: le défi de l'attractivité», publié lundi 9 décembre.

Augmenter les rémunérations et améliorer les conditions de travail sont les pistes proposées pour améliorer la situation. Elles correspondent aux revendications de la CGT depuis des années. Car le désaveu n'est pas nouveau. «Nous adressons un message d'alerte aux décideurs parce que cette crise s'installe dans le temps, elle a une dizaine d'années et elle est amenée à durer, signale Emmanuelle Prouet, coordinatrice du projet chez France Stratégie. Mais nous adressons aussi un message d'action car il existe des leviers sur lesquels on peut s'appuyer, et il est important de tous les articuler.»



Les derniers ministres ont d'ailleurs tous évoqué ce manque d'attractivité pour un statut qui concerne quand même 5,6 millions de personnes !

Or, le rapport va à rebours des réponses proposées par les ministres successifs. Alors que Stanislas Guerini, ministre entre 2022 et septembre 2024, envisageait de faciliter les licenciements de fonctionnaires et de supprimer les catégories A, B et C, France Stratégie préconise de «combiner la garantie de l'emploi avec des perspectives d'évolution et de progression». Plus récemment, plutôt que de viser «une consolidation des avantages à travailler dans la fonction publique pour en faire des arguments d'attractivité», Guillaume Kasbarian, désormais ministre démissionnaire, souhaitait aligner les règles d'indemnisation des agents publics en arrêt maladie sur celles du privé.

La fonction publique conserve pourtant des avantages qu'il faut valoriser, notamment dans l'organisation du travail. Les fonctionnaires sont plus autonomes, les collectifs de travail jouent un rôle essentiel, le recours au télétravail et la gestion du temps sont développés. Des conditions qui ont tendance à se dégrader, alimentant un sentiment d'insatisfaction salariale.

Le décrochage vis-à-vis du privé se confirme. De quoi alimenter un sentiment de «déclassement salarial». «Il faut agir sur les rémunérations, c'est certain, affirme Johanna Barasz, l'une des rapporteuses. Mais ce qui est rompu aujourd'hui dans la fonction publique, c'est l'équilibre entre les rémunérations, les conditions de travail, l'intérêt des missions et le sens que l'on y met. C'est cet équilibre qu'il

faut restaurer, et cela ne peut se faire qu'en agissant sur les trois leviers à la fois.»

Autre signal d'alerte, en 2022, 15 % des postes ouverts aux concours de la fonction publique d'Etat n'ont pas été pourvus, notamment aux concours enseignants. En 2024, 98 % des hôpitaux disent connaître des tensions sur le recrutement dans au moins une spécialité médicale. Les collectivités territoriales ne sont pas épargnées: 64 % d'entre elles faisaient état, en 2023, d'un champ professionnel en tension.

Ce n'est pas la première fois que les besoins humains ne sont pas forcément couverts. Dans les années 1960 ou 1980, où les effectifs ont considérablement augmenté pour répondre au «choix de l'emploi public», des crises de recrutement ont existé. Mais elles sont restées limitées et des politiques volontaristes ont permis de les résorber (campagnes de recrutement, amélioration des rémunérations et des carrières) ou de les contourner avec l'embauche de contractuels.

Cette fois-ci, le mal est beaucoup plus durable. Tous les arguments censés attirer vers la fonction publique sont fragilisés. Et cela s'observe «à tous les moments de la relation de travail», décrit le document: «Avant l'embauche, pendant le processus de recrutement, au début et en cours de carrière.» Un phénomène d'autant plus inquiétant que «la pénurie engendre la pénurie» et qu'une spirale négative se met en place. L'augmentation de nombre de postes non pourvus engendre une dégradation des conditions de travail des autres, ce qui entraîne une baisse de la qualité du service, créant des «conflits de valeurs» pour les fonctionnaires et nuisant, à terme, à l'attractivité de la fonction publique.



Les concours ne sont certes plus l'unique porte d'entrée, mais cela reste la voie d'accès principale pour la fonction publique d'Etat. Depuis 2010, le nombre de candidats s'effondre: entre 2000 et 2010, il y avait en moyenne douze prétendants pour un poste dans la fonction publique d'Etat, - contre seulement quatre en 2022, révèle le rapport. Alors que le nombre de postes ouverts a diminué de 11 % entre 2016 et 2022, celui des candidats a, lui, baissé de moitié: on comptait seulement 151 000 personnes inscrites aux épreuves en 2022, contre 297 000 six ans plus tôt.

Et le futur ne s'annonce pas meilleur, du fait du vieillissement des personnels et des nombreux départs en retraite attendus, le déséquilibre ne se résorbera pas tout seul !

« Fonctionnaires bashing, services publics washing »

Double faces d'un même mal !

Nous sommes aujourd'hui à un point de bascule : les réformes qui ont ces 30 dernières années démantelés les services publics s'accroissent. Parallèlement, la fonction publique et le statut du fonctionnaire sont sans cesse attaqués. La loi de transformation de la fonction publique de 2019 de M. GUERINI en est l'arme de destruction massive. Quant à l'arme fatale 2 de M. KASBARIAN, elle est momentanément enrayée (merci la motion de censure !).

Mais ne nous voilons pas la face, le cadre idéologique de destruction de la fonction publique française est toujours en marche. Le service public washing prétend défendre ce qu'il détruit ! Il faut voir clairement les politiques menées (notamment depuis l'ère SARKOZY) et constater les désastres nés des coupes budgétaires.

Le cadre libéral de la recherche de rentabilité, de la financiarisation et des restrictions de moyens poussent les services publics dans le mur. Mais ce cadre idéologique très fort qui d'ailleurs ne s'assume jamais comme tel, infuse partout, en particulier via la formation initiale des hauts fonctionnaires, dans les grandes écoles.



Les restrictions budgétaires ne se font jamais au nom de la destruction des services publics. Ceux-ci sont fermés, fusionnés, réduits, simplifiés, mais toujours au nom d'une prétendue modernité, d'une supposée efficacité, pour « débureaucratiser ». Il plane en permanence le soupçon d'incompétence des agents publics, par opposition à une vision fantasmée du privé qui ferait tout toujours mieux en coûtant moins cher.

L'efficacité désigne en fait bien souvent l'intensification du travail. Pourquoi ne pas plutôt valoriser le travail bien fait, serein, utile et de qualité ?

La dérégulation, la déréglementation et la multiplication des statuts à gérer ne font que fragiliser les services publics. Stop, il faut arrêter de composer, il faut s'opposer !

S'opposer à des directeurs/directrices qui n'ont plus aucune connaissance de leurs métiers et qui imposent des

recettes toutes faites et mauvaises. Ils, elles jouent le jeu managérial pour obtenir une promotion mais désorganisent les services en les réorganisant !

La quête d'efficacité s'accompagne souvent d'une logique d'individualisation, d'une mise en concurrence, qui cassent les collectifs et démoralisent les équipes. La haine des fonctionnaires est aussi ancienne que la figure du fonctionnaire elle-même. Elle repose sur l'image stéréotypée, celle du rond-de-cuir, popularisée par Courteline à la fin du 19ème siècle. On le suspecte alors d'être un lèche-bottes soumis à l'arbitraire du pouvoir, car justement à cette époque il n'existe pas de statut !

Car oui le statut protège autant l'agent que l'usager et ce principalement en soustrayant l'agent public au profit.

Il y a une immense diversité des métiers de fonctionnaires. Souvent les responsables politiques, les médias, les usagers et les agents eux-mêmes connaissent mal leur réalité. Il faut réhabiliter la fonction publique et la défense du statut. Nombre de missions permanentes des services publics sont désormais remplies par des agents en contrat précaire, ce qui conduit au délitement de ces services.



Il faut donc dépasser et dénoncer ce paradoxe qui consiste à haïr les fonctionnaires tout en prétendant défendre les services publics. Ce sont les mêmes qui, après avoir mis en faillite les services publics, dénoncent ensuite les fonctionnaires comme étant des fainéants, des incapables et des incompétents !

Les mauvaises conditions de travail des agents détériorent la qualité du service rendu et nourrissent en retour la défiance des usagers. Le cercle vicieux se referme !

Rompons ce cercle, en revendiquant haut et fort, des moyens pour la fonction publique et l'abrogation de la loi GUERINI de transformation de la fonction publique de 2019.

Data Mining, IA, pétards mouillés du contrôle fiscal ?

Notre administration nous a vendu à grands renforts de communication le data-mining et l'IA. Cela devait être l'arme fatale de lutte contre la fraude fiscale.

Les résultats sont loin d'être à la hauteur des attentes. Selon le rapport parlementaire sur la « lutte contre l'évasion fiscale » sorti le 19/10/2024, **l'IA à l'origine de plus de la moitié des contrôles fiscaux ne produit que 13,6 % des résultats financiers.** Pour les rapporteurs, l'IA ne saurait être présentée comme une alternative crédible à la détection de la fraude fiscale.

Effectivement, cet outil aurait pu être intéressant aux mains de services de programmation des directions locales au plus près du terrain. Mais non, c'est avant tout un nouvel outil après les fusions de services pour maintenir le « *quoi qu'il en coûte* » des suppressions de postes dans la fonction publique. L'ampleur des suppressions de postes intervenus depuis 20 ans dans notre administration est sans équivalent, plus de 40 000.



Notre taux de couverture du tissu fiscal est en recul, parce que dans le même temps le nombre de contribuables augmente.

Concrètement, dans l'Isère, depuis le 1^{er} septembre 2015, 26 postes ont été supprimés dans la sphère du contrôle fiscal. Rien qu'au PCE Sud Isère 1 ce sont 10 postes supprimés.

Rappelons que le 1^{er} septembre 2023, lorsque que le PCE Sud Isère 1 est créé, il était censé fusionner le PCE de Voiron (10 agents en 2015) et le PCE Grenoble Chartreuse (17 agents en 2015). Mais, dans les faits, le PCE de Voiron a été purement et simplement rayé de la carte.

La baisse des moyens humains à la DGFIP a eu un impact réel sur le nombre de contrôles et les résultats du contrôle fiscal.

Réembaucher des fonctionnaires doit être une priorité

Alors même que notre administration est au service de toutes les autres, en permettant de récupérer des recettes indispensables au financement des services publics, cela n'a pas empêché les macronistes de proposer pour la Loi de Programmation des Finances publiques 2025 la suppression de 550 postes à la DGFIP.

Notre administration sert toujours de vitrine idéologique pour notre président Macron.

En effet, pour continuer à s'endetter afin de financer aides directes, niches fiscales et autres exonérations au bénéfice des entreprises pour 190 milliards d'euros par an, monsieur Macron doit montrer sa capacité à supprimer des fonctionnaires en dehors de toute considération des besoins des populations. Notre présence sur le terrain a reculé drastiquement avec la fermeture des trésoreries et la fusion de nos services des impôts.

Ainsi, les politiques ont largement contribué à la crise des Gilets jaunes et ils continuent à entretenir le sentiment d'abandon des populations rurales.

Réembaucher des fonctionnaires des finances publiques et les redéployer sur le terrain doit être une priorité, c'est un enjeu autant démocratique que fiscal et budgétaire.

La section CGT Fip 38 vous souhaite à toutes et tous d'excellentes fêtes de fin d'année !



Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à nous renvoyer)

NOM :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Souhaitez-tu adhérer : OUI ☐ non pas tout de suite ☐



CGT Finances Publiques Isère
38-40 Avenue Rhin et Danube
38047 Grenoble Cedex 2
CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834)
Mail : cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr
Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/38/>